

Primaires... un intérêt qui n'est pas secondaire mais supérieur. Élémentaire

En 2007 et surtout en 2012 avec une mobilisation et une couverture médiatique sans précédent, le Parti Socialiste a ouvert le chemin des primaires organisées avant l'élection présidentielle.

La candidate de 2007 a perdu. Le candidat de 2012 a gagné. Les primaires ne sont donc pas une garantie certaine de victoire. C'est cependant une condition pour éviter la multiplication des candidats et l'émiettement des voix. N'oublions pas que le PS est resté des années traumatisé par le 26 avril 2002 et l'élimination de son candidat au soir du premier tour.

Mais avant de revenir sur les raisons qui militent pour l'organisation de primaires dans l'opposition pour 2017, expliquons pourquoi on est en droit d'avoir les plus grandes réticences à l'égard de cette procédure.

L'idée des primaires est totalement contraire à l'esprit gaullien de la V^{ème} République.

En 1958, encore prisonnier du système des partis hérité de la IV^{ème} République, le Général de Gaulle s'était contenté avec regret de faire évoluer l'élection du Président de la République de façon limitée.

Ce n'était plus les deux chambres réunies en congrès qui élisaient le chef de l'État mais un collège de grands électeurs comparable à celui qui désigne encore aujourd'hui les sénateurs. La stature historique de Charles de Gaulle lui conférait une telle légitimité que ce mode électoral suffisait, y compris pour exercer les nouveaux pouvoirs que la Constitution de 1958 donnait au Président de la République. Les attentats auxquels échappa le Général de Gaulle lui rappelèrent que la succession

pouvait être ouverte à tout moment et que tout autre que lui devait chercher ailleurs une légitimité que l'Histoire n'apporterait plus.

Seule celle de la souveraineté nationale pouvait compenser.

De Gaulle imposa en 1962, en bousculant quelque peu le texte constitutionnel, l'élection présidentielle au suffrage universel.

Les événements politiques qui suivirent entraînèrent la bipolarisation de la vie politique, phénomène durable qui rythma le système partisan en le divisant en deux blocs.

Globalement, au sein de la droite comme au sein de la gauche, deux tendances se disputent le leadership de son camp.

Le schéma fonctionna jusqu'en 2002, avec quelques ratés à l'occasion des élections proportionnelles toujours propices à la division.

2002 provoqua un séisme auquel réagirent curieusement plus promptement la droite et le centre en créant l'UMP. Il restait néanmoins toujours une famille centriste autonome : l'UDF, l'UDF et le Modem, l'UDI et le Modem, celui-ci après l'échec de la danse du ventre de Ségolène Royal sous les fenêtres de François Bayrou en 2007 finissant par appeler à un vote contre nature en faveur de François Hollande en 2012,

Le fait marquant de ces dernières années est incontestablement l'émergence du tripartisme avec l'installation du Front National et sa crédibilisation sujette à caution sur le fond mais indiscutable au plan électoral, sous l'impulsion de Marine Le Pen.

Demeurent d'un côté les Républicains, ex-UMP, renforcés ici ou là par l'UDI dont la viabilité post-Borloo pose question et de l'autre le PS plus affaibli que soutenu par les écologistes et le Front de gauche, attelage fragile regroupant les restes du Parti Communiste et les amis de Jean-Luc Mélenchon, et alliés aux radicaux de gauche toujours fidèles pour des raisons électorales mais dotés de troupes squelettiques.

Et le Front National apparaît désormais comme le premier parti de France.

Les sondages d'aujourd'hui, qui ne sont pas forcément les résultats de demain, sont pour l'instant clairs. L'enjeu de 2017 pour les candidats autres que Marine Le Pen est d'être deuxième derrière celle-ci au soir du premier tour, en ayant du coup toutes les chances de l'emporter au second tour.

Plus de place pour la division, ni à droite, ni à gauche.

La solution des primaires est la réponse au risque de division donc d'échec. Le combat éventuel du premier tour se règle avec les primaires.

Le sujet n'est pas d'actualité pour le sortant rééligible. On ne lui fera pas l'affront des primaires. Et comment imaginer l'hypothèse des derniers mois d'un sortant battu dans les primaires de son camp ! Son mandat s'achèverait de facto le soir de sa défaite. Notons qu'un Président terminant un deuxième mandat permettrait l'organisation de primaires dans les deux camps.

Ce n'est pas l'hypothèse de 2017. François Hollande pouvant l'être sera candidat.

Mais il y aura des primaires dans le camp de la droite et du centre, en tout cas pour les partis qui s'y plieront.

Plus de Pompidou/Poher, de Giscard d'Estaing/Chaban-Delmas, de Giscard d'Estaing/Chirac, de Chirac/Barre, de Chirac/Balladur, de Chirac/Bayrou, de Sarkozy/Bayrou 1 et 2.
En théorie...

Plus non plus cet esprit gaullien qui voulait que l'élection présidentielle fut la rencontre d'un homme et d'une Nation, permettant à celui-là de recevoir la légitimité de celle-ci pour assurer en plénitude les pouvoirs immenses du Chef de l'État de la V^{ème} République.

Mais c'est la condition pour ne pas être éliminé dès le premier tour ne laissant le choix qu'entre la gauche et l'extrême-droite. Alors acceptons-là.

Les règles du jeu des primaires devront être strictes et respectées par tous les candidats. Elles devront être ouvertes le plus largement. C'est l'ensemble de la droite et du centre qui est visé. L'objectif est de générer la candidature unique qui en 2017 permettra de décrocher au pire la deuxième place qui sortira de la bataille finale le sortant socialiste. On ne pourra se contenter du vote des seuls militants des Républicains. Plus la base électorale sera élargie, plus le candidat désigné sera légitime, plus les chances de victoire seront réunies.

La procédure ne pourra tolérer le moindre arrangement, la moindre magouille. Si tout est transparent et correct, alors la quête de l'Élysée en 2017 sera au bout du chemin.

Il restera la nostalgie de la rencontre d'un homme et d'un peuple, héritage de la geste gaullienne.

Mais l'essentiel est désormais ailleurs, en des temps peut-être plus ordinaires.

Chasser une gauche nuisible à l'avenir de la France et des français. Écarter une extrême-droite aux solutions illusives.

Et réformer avec courage pour un jour retrouver la grandeur, autre pilier de l'épopée gaullienne.

Gilles BOURDOULEIX
Président de la CHARTE